LES FORÊTS

LES PRÉVISIONS QUANT AU NOMBRE D'EMPLOIS PERDUS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement, qui s'occupe des questions touchant aux forêts. Comme il le sait, le secteur des produits forestiers revêt énormément d'importance pour au moins cinq de nos provinces et une importance cruciale pour certaines d'entre elles. Avant la fin de semaine, son ministère a publié un rapport qui prévoit que 30,000 emplois disparaîtront du secteur des produits forestiers et encore 30,000 du secteur des services connexes. Peut-il dire à la Chambre si ces chiffres alarmants sont exacts et, s'ils le sont, ce que son gouvernement compte faire pour aider cet important secteur de l'économie du Canada?

L'hon. Chas. L. Caccia (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, nous avons pris un engagement envers FORINTEX et l'institut pour quelques années. Nous avons renouvelé notre engagement et le député sait très bien que nous tenons à protéger la viabilité de ce secteur de l'économie.

En 1983-1984, nous avons tout fait pour préserver des emplois dans ce secteur, surtout en puisant dans la Caisse d'assurance-chômage pour financer la création d'emplois, et ce malgré le manque de collaboration d'une des provinces.

M. Broadbent: La Chambre, et ce qui est plus important, les Canadiens eux-mêmes, vont constater que le ministre n'a ni confirmé ni nié l'exactitude de ces chiffres alarmants. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre 60,000 emplois au Canada à ce moment-ci de notre histoire.

LES FONDS POUR LE REBOISEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, puisque le ministre vient de dire qu'il fait beaucoup pour garder des emplois, peut-il expliquer à la Chambre pourquoi le gouvernement fédéral libéral, qui avait promis il y a à peine 18 mois d'affecter 130 millions de dollars au reboisement, ce qui devrait créer des emplois, vient de réduire le montant ainsi affecté de plusieurs millions de dollars? Le montant promis de 130 millions de dollars au cours des cinq prochaines années a récemment été réduit de plusieurs millions de dollars, ce qui signifie que les fonds fournis à la Colombie-Britannique baisseront de 52 millions de dollars par année à cinq millions de dollars, soit le dixième du montant prévu. Si le ministre se préoccupe de la création d'emplois, pourquoi ne réaffecte-t-il pas le montant prévu au reboisement?

L'hon. Chas. L. Caccia (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je ne suis pas en mesure de nier ou de confirmer l'exactitude des chiffres contenus dans l'étude. Il s'agit de prévisions et, bien entendu, il faut en prendre et en laisser. J'espère toutefois que ces pertes d'emplois ne se réaliseront pas.

• (1430)

Quant aux détails de la participation du gouvernement fédéral aux ententes avec les gouvernements des provinces, je peux

Présence à la tribune

vous confirmer, monsieur le Président, que nous avons jusqu'ici respecté la politique de renouvellement forestier annoncée dans le passé. Nous l'avons fait surtout parce que nous tenons à la même chose que le député, soit à protéger les emplois et la viabilité de ce secteur de notre économie.

M. Broadbent: Monsieur le Président, seul un ministre du cabinet libéral peut croire que le gouvernement fait plus pour aider les chômeurs en réduisant les fonds de 10 p. 100 ou en ne dépensant que le dixième du montant prévu à l'origine. C'est typique de la pensée libérale.

ON DEMANDE LA CRÉATION D'UN MINISTÈRE DES FORÊTS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, comme tous ceux qui connaissent bien ce secteur savent qu'il traverse une crise grave, le ministre va-t-il convoquer une réunion des ministres provinciaux des Forêts afin d'élaborer tout de suite des recommandations visant la solution de cette crise? Plus précisément, le ministre va-t-il envisager la création d'un ministère fédéral des Forêts qui aurait notamment pour fonction de chercher d'autres marchés d'exportation pour les produits forestiers canadiens?

L'hon. Chas. L. Caccia (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je ferai tout pour favoriser et renforcer le secteur forestier au Canada. A cet égard, je voudrais simplement attirer l'attention du député sur quelque chose dont il ne semble pas vouloir tenir compte, à savoir que, au cours de la présente année financière, nous avons investi quelque trois millions et demi de dollars dans les écoles de sylviculture de tout le pays, neuf millions et demi de dollars dans la recherche et le développement, cent millions de dollars dans la création d'emplois. Dans l'expansion des installations forestières, nous allons investir quelque 33 millions de dollars dans les Maritimes, 11 millions dans les Laurentides, 13 millions dans la région des Grands Lacs et 14 millions dans la région du Pacifique. Pour renforcer les installations de recherche en matière de pâtes et papiers, nous avons déboursé dix-sept millions de dollars au cours de la présente année financière. Quant aux avions-citernes, nous allons investir quelque 157 millions de dollars en deniers fédéraux seulement et tout cela, monsieur le Président, parce que nous croyons que nous avons un rôle à jouer et que l'industrie forestière est un secteur important de notre économie. Le député n'est qu'un prophète de malheur.

Des voix: Bravo!

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE MAIRES ET DE REPRÉSENTANTS ÉLUS DES PAYS-BAS

M. le Président: Puis-je attirer l'attention de la Chambre sur la présence à la tribune du Président, d'un groupe de maires et de représentants élus de la province de la Frise, aux Pays-Bas?

Des voix: Bravo!